



AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°003/AONO/FODECC/CIPM/2026 DU 28 AOUT 2026 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN GARAGE POUR LA MAINTENANCE DES VÉHICULES DU PARC AUTOMOBILE DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES CACAO ET CAFE (FODECC)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci de permettre au personnel de travail dans de bonnes conditions physiques et psychologiques, ceci grâce à un parc automobile doté d'un matériel en bon état de fonctionnement et pour assurer l'entretien et les réparations nécessaires de ces véhicules, pour que le personnel puisse se mouvoir convenablement, l'Administrateur du FODECC lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence en vue du recrutement d'un garage pour la maintenance des véhicules du parc automobile du Fonds de Développement des filières Cacao et Café (FODECC).

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, portent :

- **de façon générale**, sur la maintenance et l'assistance à réparation des véhicules du parc automobile du FODECC pendant une période de douze (12) mois ;
- **de façon spécifique**, sur la réalisation des deux (02) prestations suivantes :
 - La prestation maintenance sur le moteur, le châssis et les accessoires ;
 - Et, la prestation d'assistance à réparation en cas de pannes.

Le garage retenu devra à cet effet :

- Assurer une bonne maintenance de ses voitures en fournissant une équipe multidisciplinaire ;
- Effectuer et garantir les rechanges de pièces quand cela s'avère nécessaire par des pièces neuves et en bon état de fonctionnement ;
- Effectuer tout remplacement de pièces.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Clauses Techniques des Prestations (CTP) du présent Dossier d'Appel d'Offres (DAO).



3. Allotissement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont constituées en un (01) seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études préalables, est de **quarante millions (40 000 000) FCFA**.

5. Délai prévisionnel et lieu d'exécution

Le délai maximal pour la réalisation des prestations, objet du présent Appel d'Offres, est de **douze (12) mois calendaires**.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Les prestations seront réalisées à **Yaoundé**.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée pour la réalisation des prestations susvisées.

7. Financement

Les prestations, objet du présent appel d'offres sont financées par le budget du FODECC de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire **2026 187 01 114 00 10 61 21 38**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **en ligne** » via la plateforme COLEPS.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la **pièce 14 du DAO** dont le montant s'élève à **huit cent mille (800 000) FCFA** et valable jusqu'à **trente (30) jours** au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le **rejet pur et simple de l'offre**. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution



de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), conformément à la Circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté « en ligne » sur la plateforme **COLEPS** aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ainsi que sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version électronique du DAO peut être obtenue par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées dès publication du présent avis. Toutefois la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'un montant non remboursable de **soixante-dix mille (70 000) francs CFA** payable dans le Compte Spécial de CAS- ARMP, ouvert à la BICEC sous le n° 33598860001 – 94.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard le **28 septembre 2026 à 13 heures précises (Heure limite)**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », dans les délais impartis, en plus de la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°003/AONO/FODECC/CIPM/2026 DU 28 AOUT 2026 EN VUE DU
RECRUTEMENT D'UN GARAGE POUR LA MAINTENANCE DES VÉHICULES
DU PARC AUTOMOBILE DU FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES FILIERES
CACAO ET CAFE (FODECC).**

« Copie de sauvegarde »

Tailles et formats des fichiers

Les **tailles maximales** des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les **formats de fichiers** acceptés sont les suivants :



- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des fichiers distincts et la copie de sauvegarde doit être enregistrée dans un support amovible (clé USB) sous pli scellé avec la mention « **copie de sauvegarde** ».

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment :

- L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours ;
- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement devra être obligatoirement accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et de Consignations (CDEC), conformément à la Circulaire N°000014/LC/MINMAP du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en **un (01) temps**. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **28 septembre 2026 à 14 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés du FODECC dans la salle de conférences de l'immeuble Annexe du FODECC, sis au Rez-de-chaussée Shiloh Suits – Elig-Essono.



Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées selon les critères éliminatoires et essentiels ci-dessous.

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit :

- De l'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis, accompagnée obligatoirement du récépissé de consignation délivrée par la CDEC ;
- De la non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Du non-respect du profil du Chef de garage titulaire au moins d'un diplôme de Brevet de Technicien en Mécanique automobile ou équivalent et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 05 ans en mécanique automobile ;
- De l'absence de l'attestation de visite de site (parc automobile du FODECC) signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Du non-respect d'au moins 90% des critères essentiels ;
- De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;



- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- Du non-respect des formats de fichiers des offres soumises en ligne ;
- De l'absence de la copie de sauvegarde.
- De l'absence du CCAP et des CTP paraphés sur chaque page et signée à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé » ;
- De l'absence de la capacité financière d'un montant au moins égal à **(25 000 000) vingt-cinq millions de F CFA**, délivrée par une banque agréée.

NB : Pour être éligible à l'analyse de l'offre technique, le soumissionnaire ne doit tomber sous le coup d'aucun critère éliminatoire.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant les critères essentiels suivants :

1. Présentation de l'offre ;
2. Références du soumissionnaire ;
3. Méthodologie et planning d'exécution ;
4. Qualification et expérience du personnel ;
5. Moyens logistiques.

Le système de notation des offres est le mode binaire (Oui / Non) avec un minimum requis d'au moins 90% de oui des critères essentiels pour être admises à l'analyse financière.

NB : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre-commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins-disante**.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.



18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus **en ligne** dans le Journal des Marchés (JDM) de l'ARMP ou sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> et aux heures **ouvrables**, auprès du Secrétariat de l'Administrateur du FODECC (Service SIGAMP) sis au Boulevard Jean Paul II Bastos-Yaoundé, 2ième étage de l'immeuble Siège, téléphone 222 21 88 24.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou Appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le, **28 AOÛT 2026**

L'Administrateur du FODECC, Maitre
d'Ouvrage



NENGUE Samuel Donatien

Copies

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- FODECC
- Président CIPM – FODECC
- Affichage/Chronos





TENDER NOTICE

OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE No003/ONIT/CCODEF/ITB/2026 OF THE 28th AUGUST 2026 IN VIEW OF THE RECRUITMENT OF A GARAGE TO ENSURE THE MAINTENANCE OF THE VEHICLE FLEET OF THE COCOA AND COFFEE SUB SECTORS DEVELOPMENT FUND (CCODEF)

1. Subject of the Invitation for Tender

In order to enable staff to work in good physical and psychological conditions, thanks to a vehicle fleet with good equipment working, and to ensure the necessary maintenance and repairs of these vehicles, so that staff can move around properly, the Administrator of the CCODEF is launching an Opened National Invitation for Tender under emergency procedure in view of the recruitment of a garage for the maintenance of vehicles in the fleet of the Cocoa and Coffee sub sector Development Fund (CCODEF).

2. Nature of the Services

The services, subject of this present invitation to tender, lay on the legal assistance to the CCODEF and consist:

- **generally speaking**, to the maintenance and the repair assistance of the vehicle fleet of CCODEF for a period of twelve (12) months.
- **specifically**, to the realization of two (02) following services:
 - the maintenance service on the engine, frame and accessories;
 - the repair assistance service in case of breakdowns.

The chosen garage must:

- ensure good maintenance of its cars by providing a multidisciplinary team;
- carry out and guarantee the replacement of parts, when necessary, with new parts fully operational;
- carry out any replacement of parts.

3. Allotment

The services covered by this Invitation to Tender are in one (01) lot.

4. Estimated cost

The estimated cost after preliminary studies is **40,000,000 (forty million) CFA francs**.



5. Estimated deadline and place of execution

The maximum deadline for the execution of the services covered by this invitation to tender is **12 (twelve) calendar months**.

This deadline shall start from the date of notification of the administrative order to commence services.

The services shall be executed in **Yaoundé**.

6. Participation and origin

Participation to this Invitation to Tender is opened to companies under Cameroon law having established experience for the realization of the works targeted above.

7. Financing

The services subject of this Invitation to Tender shall be funded by the Budget of the Cocoa and Coffee Sub Sectors Development Fund (CCODEF) for the 2025 financial year, on the **2025 187 01 114 00 10 61 21 38** budgetary line.

8. Submission method

The submission method retained for this consultation is **“online” via the COLEPS platform**.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond issued by a first-rate banking institution authorized to issue bonds for public contracts, approved by the Ministry in charge of Finance and whose list is found in **document 14 of the Tender File**, of an amount of amount of **eight hundred thousand (800,000) CFA Francs** all taxes inclusive and valid up to **thirty (30) days** beyond the date of validity of bids.

The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

The said bid bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.



10. Consultation of the Tender File

The Tender File can be consulted **online on the COLEPS' platform** to the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> as well as on the ARMP website (www.armac.cm), upon publication of this notice.

11. Acquisition of the Tender File

The electronic version of the file may can be downloaded free of charge from electronical addresses indicated above as soon as this notice is published. However, electronic submission is subject to payment of the Tender File for a nonrefundable sum of **seventy thousand (70,000) CFA Francs** to the CAS-ARMP Special Account, opened at BICEC Bank under number 33598860001-94 opened at BICEC.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French. The submission is done electronically. The offer must be transmitted by the bidder on COLEPS platform no later than the **28th September 2026 at 1 PM**. A backup copy of the bid recorded on a USB key must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication **“backup copy”**, within the allotted time and marked as follows:

**OPENED NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY
PROCEDURE N° 003/ONIT/CCODEF/ITB/2026 OF THE 28th AUGUST 2026 IN
VIEW OF THE RECRUITMENT OF A GARAGE TO ENSURE THE
MAINTENANCE OF THE VEHICLE FLEET OF THE COCOA AND COFFEE SUB
SECTORS DEVELOPMENT FUND (CCODEF)**

“Back-up copy”

Files sizes and formats

For the online submission, the **maximum sizes** of the documents making up the bidder's offer and that shall be forwarded to the platform are as follows:

- 5 MB for the Administrative File;
- 15 MB for the Technical bid;
- 5 MB for the Financial bid.

The following **files formats** are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use compression software to eventually reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Under pain of rejection, administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different files and the backup copy must be saved in removable medium (USB key) in a sealed envelope with the indication **“backup copy”**.



The following will not be acceptable by the Project Owner:

- Bids revealing the identity of the bidder;
- Bids submitted after the closing date and time for submission;
- Bids without indication on the identity of the invitation to tender;
- Bids non-compliant with the bidding method.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the tender documents shall be declared inadmissible. In particular:

- the absence of a bid bond issued by a first-rate body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents shall result in the outright rejection of the tender without any appeal;
- A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent.
- A bid bond submitted by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

The Said bid bond, paid, stamped, must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposit and Consignment Cashier (DCC) in accordance with Circular No. 000014/C/MINMAP/CAB of July 23, 2025 relating to the terms of constitution, deposit and conservation, restitution and realization of guarantees in public contracts.

14. Opening of Bids

Bids shall be opened in **one (01) phase**. The opening of the administrative documents, technical and financial bids shall take place on the **28th September 2026** in the Conference Hall of CCODEF's Annex building, located on the Ground Floor Shiloh Suits – ELIG-ESSONO, Yaoundé at **2 PM** by the Internal Tenders Board of CCODEF.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of enterprises.

Under pain of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the tender notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids after a period of 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation criteria

Bids will be evaluated according to the following eliminatory and essential criteria.



15.1 Eliminary criteria

These include:

- The absence of the bid bond at the opening of bids; necessary accompanied by the deposit receipt issued by the DCC;
- The failure to produce, beyond 48 hours deadline after the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (except the bid bond);
- The false declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- The failure to comply with the profile of the Head of the garage, who must hold a least a certificate of automotive mechanic technician and have at least five years of professional experience in automotive mechanics;
- The absence of the site visit attestation (CCODEF vehicle fleet) signed on the bidder's honor;
- The failure to comply with a least 90% of the essential criteria;
- The absence of a quantified unit price in the Financial Bid;
- The absence of an element of the financial offer (letter of submission, BPU, DQE);
- The absence of the Integrity charter dated and signed;
- The absence of the Commitment statement to comply with social and environmental clauses, duly filled and signed;
- The absence of a sworn statement that it has not abandoned any contracts in the last three years;
- The failure to comply with the bids files formats submitted in line;
- The absence of the backup copy.
- The absence of the CCAP and the TCP initialed on each page and signed on the last page preceded by the words “read and approved”;
- The absence of financial capacity of an amount of at least **twenty-five (25,000,000) million CFA francs** issued by a first-rate bank authorized by the Minister in charge of Finance

NB : To be eligible for analysis of the technical offer, the bidder must not fall under any elimination criteria.

15.2 Essential criteria

Technical bids will be evaluated based on the following essential criteria:

1. Presentation of the bid ;
2. Bidder's References ;
3. Methodology and planning for the execution ;



4. Personnel qualification and experience ;
5. Logistic means.

The rating system for offers is binary (yes / no), with a minimum required of at least 90% "yes" to the essential criteria to be admitted to financial analysis.

NB : Any government worker listed among the staff of a bidder and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Administration, shall be considered invalid.

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Conditions of the Invitation to Tender (RPAO).

16. Award

The Project Owner shall award the jobbing order to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest.

17. Validity period of the offers

Bidders shall remain bound by their tender for **90 days** from the initial deadline for submission of tenders.

18. Further information

Further information may be obtained **online** in the ARMP's Public Contracts Journal or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or **during working hours**, at the Secretariat of the Administrator of CCODEF (SIGAMP) located at Boulevard Jean Paul II Boulevard, rue 6.085 quartier Golf - Yaoundé, 2nd floor, Phone number: (237) 222 21 88 26.

19. Fighting corruption and malpractices

To report corrupt practices, facts or acts, please call NACC on or send an SMS to 1517, or the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or Call) on (+237 673 20 57 25 et 699 37 07 48).

Yaounde the, **28th August 2026**

**The Administrator of CCODEF, Project
Owner**

NENGUE Samuel Donatien

Copies

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- CCODEF
- Chairperson CIPM – CCODEF
- Notice Board/File

